

Singulier — pluriel —

Déposé le 29/03/2017

Dispensé de timbrage Valence CTC

P PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire Drôme



DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Le climat électoral délétère dans lequel se déroule la campagne présidentielle détourne l'attention de ce qui est essentiel : le **programme porté par les candidats**. Aux affaires s'ajoutent la folie médiatique des sondages et le feuilleton des ralliements intéressés et des trahisons politiques.

Modestement, la FSU a donc décidé de **combler ce vide démocratique et d'apporter des éclairages** sur les principales propositions des uns et des autres. Si notre organisation n'a pas vocation à donner des consignes de vote, en revanche, elle a toute légitimité pour rappeler ses ambitions et ses revendications pour **éclairer les projets** présentés.

Consciente de ses limites éditoriales et forte de ses convictions démocratiques, la FSU a fait le choix de présenter les principaux programmes, à l'exception de celui du FN.

Tous les syndiqués connaissent l'engagement de la FSU contre les idées véhiculées par le FN et ils ne seront donc pas étonnés que nous nous contentions de redire notre opposition aux mesures préconisées. Le FN avance masqué mais la FSU ne se laissera pas leurrer. Elle ne pourra jamais partager ses objectifs, incompatibles avec nos valeurs : la "priorité nationale" ne peut que créer des divisions entre les travailleurs ; la militarisation de la société comme la mise sous contrôle de la justice ont des objectifs peu compatibles avec la démocratie ; la promesse de hausse du pouvoir d'achat semble plus un miroir

aux alouettes faute de propositions sérieuses de financement ; malgré quelques concessions de façade, sa réforme de la fiscalité épargnera les héritiers et favorisera les entreprises, tout en plaçant sous contrôle les organisations syndicales. Ce parti ne propose aucun financement de la retraite à 60 ans ni de la Sécurité Sociale.

Et malgré les tentatives de séduction à l'égard des fonctionnaires, le masque est définitivement tombé. Ces derniers que le FN prétend défendre ne sont visiblement pas en odeur de sainteté lorsqu'ils font la preuve de leur indépendance, de leur intégrité et de leur sérieux professionnel dès lors qu'ils touchent aux affaires du Front National... En effet, dans son discours à Nantes le 26 février, Madame Le Pen les a, ni plus ni moins, menacés : « *Dans quelques semaines, ce pouvoir politique aura été balayé par l'élection. Mais ses fonctionnaires, eux, devront assumer le poids de ces méthodes illégales. Ils mettent en jeu leur propre responsabilité. L'État que nous voulons sera patriote.* ».

C'est pourquoi, la FSU s'est concentrée sur le programme des principaux autres candidats qu'elle soumet à votre **lecture critique**. Et comme nous savons que s'informer et voter ne suffisent pas, la FSU vous invite à participer au stage « retraite et protection sociale » (voir p.4) ainsi qu'à se mobiliser lors des actions organisées pour le 1er mai (voir p.3).

JL Mollard

	Éducation
Fillon	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du temps de présence des professeurs dans l'établissement (de 648 à 800h). - Part au « mérite » dans les salaires. - Recrutement des nouveaux enseignants à partir du master 1 aidés par les collègues en fin de carrière qui auraient moins de cours. - Implication des chefs d'établissement dans la promotion des enseignants et choix des personnels sur profilage des postes. - CA présidé par une personne extérieure avec évaluation de la performance scolaire des établissements. - Système éducatif construit sur l'excellence et le mérite et non sur l'égalité. - Scolarité obligatoire à 5 ans. - Grand plan santé à l'école. - Revalorisation de la médecine scolaire qui orienterait les comportements sanitaires des enfants et adolescents. - Les $\frac{3}{4}$ des heures d'enseignement primaire sur le socle et collège sans cycle sur disciplines fondamentales, seulement 4 disciplines au bac. - Pas plus de 5 enseignants différents en 6^e et 5^e - Suppression de l'interdiction des devoirs qui seraient faits à l'école. - DNB nécessaire pour entrer au lycée. - Retour de la note de vie scolaire. - Apprentissage à 15 ans. - Régionalisation de l'enseignement professionnel. - Exclusion des élèves perturbateurs dans des établissements « chargés de corriger leur comportement ».
Hamon	<ul style="list-style-type: none"> - 40 000 postes d'enseignants supplémentaires dont 15 000 pour la formation continue, 20 000 pour le primaire. - Poursuite de la revalorisation des carrières des enseignants. - Renforcement de la médecine de prévention pour agir contre la souffrance au travail. - Remise à plat de la carte scolaire pour intégrer des objectifs de mixité pour l'école privée. - Mise en place d'un service public de soutien scolaire. - Extension aux lycées de la réforme de l'éducation prioritaire. - Revaloriser la filière pro et techno : création d'une plateforme unique régionalisée pour rassembler les offres d'apprentissage. - Mise en place de lycées (publics et privés) avec les 3 voies de formation pour encourager la mixité sociale. - Mise en place d'un indice social transparent pour évaluer objectivement les établissements faisant face à des difficultés. - Pas plus de 24 élèves par classe, 20 en REP. - Scolarité obligatoire dès 2 ans en REP. - Goût de la mobilité avec accès au programme Erasmus à tous. - Augmentation du budget de l'enseignement supérieur. - Création d'un service public de l'orientation tout au long de la vie.
Macron	<ul style="list-style-type: none"> - Intensification des efforts sur les REP, avec professeurs expérimentés mieux payés, et avec plus de liberté pédagogique. Élargissement de la carte de formation pour ces établissements. - Réforme de la carte scolaire, pour plus de mixité. - Plus de moyens aux établissements plus défavorisés. - Collège unique préservé. - Plus d'autonomie pour les universités.
Mélenchon	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement de 60 000 enseignants (RASED, plus de maître que de classe en CP et CE1) et de CPE. - Revalorisation salariale (hausse immédiate de 7% par le rattrapage du point d'indice). - Mise en place d'un pré-recrutement - Développement du service public d'orientation avec recrutement de COP. - Combat contre la marchandisation de l'école se cachant derrière l'autonomie. - Construction d'une école émancipatrice. - Scolarisation obligatoire de 3 à 18 ans. - Une ATSEM par classe. - Nouvelle sectorisation scolaire. - Mise en œuvre de pédagogies alternatives. - Abrogation du décret Peillon sur les rythmes scolaires. - Abolition de la réforme du collège. - Retour à un bac pro en 4 ans. - Augmentation des investissements dans l'enseignement professionnel de 50 %. - Réformer le conseil national de universités. - Titularisation des enseignants précaires. - Suppression du crédit impôt recherches.



	Protection sociale
Fillon	<ul style="list-style-type: none"> - États généraux de la santé fin 2017-début 2018 pour moderniser notre système de santé solidaire. - Abrogation de l'article 83 de la loi Touraine sur l'obligation d'appliquer le tiers payant. - Remboursement de la totalité du coût des lunettes pour tous les enfants. - D'ici 2022, reste à charge zéro pour les dépenses les plus coûteuses grâce à un nouveau partenariat entre la sécurité sociale et les organismes complémentaires. - Création d'une « Agence de garantie de la couverture solidaire des dépenses de santé ». - Aide à l'acquisition d'une couverture santé pour les personnes âgées auprès d'une complémentaire privée. - 20 milliards d'euros d'économie en 5 ans sur le budget de sécurité sociale. - Contrôle et sanctions des fraudes à la sécurité sociale. - Suppression d'aide médicale d'Etat « pour mettre fin à la pression de l'immigration irrégulière ».
Hamon	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de santé axée sur la prévention : 10 % des dépenses de santé. - Droit de césure pour tous les salariés : tous les 10 ans auront droit à une formation d'1 an. - Refondation de la protection sociale : création d'un socle de protection et de promotion adapté à chaque personne, avec des droits individuels attachés à la personne mais garantis collectivement. - Création d'un service public de la petite enfance. - Lutte contre la précarité énergétique.
Macron	<ul style="list-style-type: none"> - Système universel avec des règles communes pour tous les systèmes de retraites. - Lutte contre la fraude. - Transparence sur l'attribution des logements sociaux. - Plan d'investissement à la santé de 5 milliards d'euros. Création d'un service sanitaire : des étudiants en médecine consacreront 3 mois à des actions de prévention dans les écoles et les entreprises. Prise en charge à 100 % des lunettes et des prothèses auditives et dentaires, en lien avec les mutuelles.
Mélenchon	<ul style="list-style-type: none"> - Retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations - Retrait de la loi El Khomri - Remboursement intégral à 100 % des dépenses de santé, suppression des forfaits et franchises. Les mutuelles seront orientées sur les questions de prévention. - Suppression du numerus clausus. - Abrogation de la loi Bachelot et de la loi de 2003 instituant la tarification à l'activité, pour redonner les moyens nécessaires. - reconstruction et développement d'un service public de santé fondé sur la proximité et la qualité des soins. - Recherche pharmaceutique libérée de la soumission aux marchés et aux laboratoires. - Prise en charge de la personne dans sa globalité et non du malade. - Universalité des allocations familiales, indexées sur le coût de la vie et rétablissement de la libre répartition du congé parental entre les deux parents. - Instauration d'une Prime de Pouvoir d'Achat à destination des bas revenus et des petites retraites.



1er mai 2017 : satisfaire les revendications pour le progrès social

La FSU 26 appelle à faire du 1er mai une forte journée de mobilisation, de manifestations et d'expressions revendicatives pour :

- faire entendre les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des demandeurs d'emploi, des jeunes et des retraités, en France et en Europe ;
- exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde ;
- faire reculer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme.

Dans beaucoup de pays européens, les populations subissent des politiques d'austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale. Il faut une véritable politique de croissance, prenant en compte les enjeux écologiques, qui passe par l'amélioration du pouvoir d'achat et la création d'emplois.

Informations à venir sur le site <http://sd26.fsu.fr>.

	Fonction publique
Fillon	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de 500 000 postes de fonctionnaires suite aux départs à la retraite. - 39 h payées 37 sur une base annualisée. - Réflexion profonde sur les missions des fonctionnaires. - Recrutement de contractuels de droit public. - Mobilité et simplification statutaire. - Retour aux 2 jours de carence. - Récompenser le mérite et valoriser les compétences. - Fonction publique territoriale : efforts de gestion et évolution des effectifs. - Fonction publique hospitalière : « redonner une perspective ». Transformation des groupements hospitaliers en groupements de santé pour les ouvrir au maximum aux cliniques privées et aux médecins libéraux dans le cadre de l'autonomie. Création d'un label « Hôpital France ».
Hamon	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer la revalorisation des fonctionnaires. - « Refonder » la protection sociale.
Macron	<ul style="list-style-type: none"> - « Renouer avec l'excellence de nos services publics », « efficacité, simplicité, adaptabilité : c'est aussi comme cela que nous ferons des économies. » - Numérisation de l'administration. - Ouverture des services publics en soirée et le samedi. - Organisation des services de l'État par les préfets. - Affichage des résultats en terme de qualité de service de tous les services publics.
Mélenchon	<ul style="list-style-type: none"> - Pacte pour un nouvel essor des services publics qui doivent être préservés de toute soumission à des intérêts privés comme aux marchés financiers. - Des critères d'efficacité sociale seront définis démocratiquement en lieu et place des critères marchands. La RGPP sera abrogée. - La délégation de service public sera strictement encadrée. - De nouveaux services publics seront créés, en particulier dans le domaine de la petite enfance, de l'information et de la culture.

Stage Retraites et Protection Sociale

Pour défendre ces bien communs que sont la Sécurité Sociale et les Retraites par répartition, il faut en connaître les origines et les finalités. Dans le cadre de l'élection présidentielle, les projets des candidats et les attaques se multiplient.

- Comment les décrypter ?
- Quelles conséquences ?
- Quelles positions défendues par la FSU ?
- Quelles actions envisagées ?

JEUDI 4 MAI 2017
9h - 17h
Maison des Syndicats - VALENCE

Autorisation d'absence à déposer auprès de votre IEN pour le 1er degré, du chef d'établissement, pour le 2nd degré ou chef de service pour d'autres services, **avant le MARDI 4 AVRIL 2017**. Le stage est de droit, sans perte de salaire !

Vous trouverez le modèle d'autorisation d'absence sur le site de la FSU 26 : sd26.fsu.fr, mais également sur les panneaux syndicaux (SNES, SNEP et SNUEP), sur le site du SNUipp-FSU...

Inscription impérative pour le stage et le repas pris en commun (*5 euros de participation*) auprès de la section FSU 26 par téléphone, mail ou courrier : 04-75-56-77-77 ; fsu26@fsu.fr ; 17 rue G. Bizet 26000 Valence.